

GRÈVE ET MANIFESTATIONS



PUBLIC-PRIVÉ



JEUDI 27 MAI

POUR L'EMPLOI

Plus de 100 000 emplois ont été supprimés dans la fonction publique en trois ans. C'est le pire plan social de notre pays mis en place par un seul employeur. Cette politique est suicidaire pour notre pays : aggravation du chômage, dégradation des missions à la charge de l'État, aggravation des inégalités...

Nous exigeons :

- l'abandon de la politique du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ;
- la mise en place de recettes fiscales plus justes et plus larges permettant le financement des services publics à hauteur des besoins de notre société.

POUR LES RETRAITES

Parce que le système des retraites est un choix de société...

Nous exigeons :

- le maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans ;
- le maintien du calcul du montant des pensions sur les six derniers mois dans la fonction publique ;
- la prise en compte des années d'études dans le calcul des pensions ;
- le rétablissement des bonifications pour enfants ;
- l'élargissement du financement des retraites notamment en faisant contribuer d'autres revenus que les salaires ;
- le retour à une CPA (Cessation progressive d'activité) plus accessible et mieux rémunérée.

MANIFESTATION À

JEUDI 27 MAI

RENDEZ-VOUS À

POUR LES SALAIRES ET LE POUVOIR D'ACHAT

Face à une perte de 9 % de la valeur du point d'indice depuis 2000 et au refus de toute revalorisation digne de ce nom...

Nous exigeons :

- des négociations sur les salaires dans la fonction publique qui intègrent le maintien du pouvoir d'achat, la récupération des pertes des dernières années et la reconstruction de la grille ;
- une revalorisation de nos métiers qui bénéficie à tous, qui porte tant sur les conditions de travail que sur les rémunérations dans le cadre d'un plan pluriannuel dont le contenu doit être défini dès maintenant.

POUR AUTRE POLITIQUE POUR L'ÉDUCATION ET SES PERSONNELS !

Dans les collèges et les lycées nous subissons une dégradation continue des conditions de travail et d'études :

- un allongement du temps de travail ;
- des classes surchargées, des dédoublements impossibles ;
- la multiplication des postes sur plusieurs établissements ;
- un recours accru à la précarité ;
- la réduction des horaires d'enseignement et l'abandon d'une ambition pour tous les élèves ;
- une dénaturation de nos métiers ;
- une orientation scolaire définie en dehors des besoins des élèves et niant les fondements psychologiques et sociaux des projets d'avenir et ouverte au « marché » par la labellisation organisant la concurrence avec les structures associatives et privées ;
- le sacrifice de la formation professionnelle des enseignants.